

DÉCOLONISER LA COOPÉRATION BELGE AU DÉVELOPPEMENT

Publié le 26 avril 2023



par Laetitia Theunis

Il faut que cela change radicalement! C'est la conclusion du [rapport de recherche examinant le fonctionnement de la coopération belge au développement, rédigé par une équipe internationale de scientifiques](#). Les participants à l'étude déplorent la persistance des effets de l'héritage colonial et du racisme structurel s'exprimant par différentes formes de discrimination et de ségrégation. Ils soulignent également comment les projets d'aide au développement et de recherches scientifiques nord-sud sont enracinés dans les valeurs et les connaissances occidentales, dévalorisant les systèmes de connaissances locaux. Et pointent comme l'une des causes principales, l'absence des communautés locales dans les espaces de décision.

Cette étude indépendante a été réalisée dans le cadre de l'appel 2021 du programme d'appui aux politiques (PSR) - Pistes pour la décolonisation de la coopération belge au développement -, à la demande de la [DGD \(Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire du gouvernement fédéral\)](#). La DGD, en tant que bailleur de fonds et responsable de la politique et de la pratique de la coopération belge au développement, souhaitait comprendre le degré de colonialisme institutionnel dans ses structures.

Une approche participative inclusive

La recherche a été réalisée par un consortium international, transdisciplinaire et multiculturel dirigé

par le [groupe de recherche LOCI \(Localities, Ontologies, Commons, Integrated \) de la VUB](#). Elle a été menée selon une méthodologie participative. En tout, pas moins de 206 personnes au profil très varié (ONG, administration, organisation partenaire, académique) et liées au système belge d'aide au développement ont participé aux ateliers et aux entretiens. Parmi celles-ci, 78 travaillant en Belgique, 36 en Bolivie, 15 à Cuba, 44 en RDC et 33 en Ouganda.

« Nous avons tenté de diversifier les perspectives en étant aussi inclusif que possible en ce qui concerne le genre, les années d'expérience professionnelle, le secteur/discipline et les ONG locales/belges. Ainsi, la valeur de cette recherche réside dans le fait de décentrer la conversation sur la décolonisation de la coopération belge au développement et de faire entendre les voix habituellement exclues des pays partenaires », explique Dre Adriana Moreno Cely, chercheuse postdoctorale (VUB), principale autrice du rapport.

Un système contradictoire

Les universitaires interrogés soulignent les profondes contradictions. « D'une part, le système exprime son engagement à éradiquer la pauvreté. Mais d'autre part, il renforce le secteur des entreprises, quant à lui principalement intéressé par la génération de profits plutôt que par la redistribution des bénéfices. »

« En plus de contredire les principes de l'aide au développement, se concentrer sur les entreprises augmente généralement la pression sur les terres et les territoires qui sont à la base du bien-être de la plupart des communautés des « pays partenaires ». »

Pour des participants de ces pays partenaires, « le principal problème est que les interventions de développement ne s'attaquent pas aux racines structurelles de la pauvreté, de la non-durabilité et de la violence multidimensionnelle. Au contraire, l'accent continue d'être mis sur la croissance économique et le développement technologique fondés sur l'extraction des ressources naturelles et les modèles d'accumulation. »

Une finalité : servir les intérêts des pays développés

De plus, les répondants des pays partenaires ont fait valoir qu'il semblait y avoir un programme caché de l'industrie de l'aide au développement. « Ils ont mentionné que, dans certains cas, ce qu'ils perçoivent comme l'agenda politique des donateurs est déguisé en partenariat, insinuant ainsi qu'il s'agit d'une mascarade et non d'un véritable partenariat », explique Dre Moreno Cely.

Ce même sentiment et le manque de transparence dans le financement ont été mis en dessin par un participant lors d'un atelier en RDC.



Ce dessin montre un bel homme, grand, robuste et élégant, donnant un billet d'un dollar à un autre homme petit, maigre et mal habillé qui, en retour, lui remet un colis d'une valeur de 54 dollars. Le bel et grand homme personifie la Belgique, tandis que le petit représente la RDC © Rapport « Imaginer le(s) futur(s) alternatif(s) de la coopération belge au développement

Faibles impacts sur le terrain

« Un autre aspect lié à ce manque de transparence est ce que plusieurs participants appellent « une mauvaise approche du développement et le syndrome de dépendance ». Ils considèrent que bon nombre des stratégies et actions définies par les bailleurs de fonds ont un faible impact sur le terrain, gaspillant les ressources de la coopération au développement et augmentant la dépendance au lieu de contribuer à la résolution des problèmes », poursuit Dre Moreno Cely.

Par ailleurs, les participants des pays partenaires ont également noté la cupidité de leurs propres gouvernements qui continuent d'attendre l'aide extérieure au lieu de développer des sources de financement indépendantes en interne. « Nous restons dans la politique de la main tendue qui cherche continuellement une aide extérieure. »

Les dérives du système top-down

Selon la plupart des participants des pays partenaires, le paternalisme et le complexe du sauveur blanc prévalent toujours dans l'aide belge au développement.

Ainsi, certains acteurs non gouvernementaux pointent le manque de concertation avec les bénéficiaires. « Nous imposons de façon descendante et unidirectionnelle notre vision du

développement depuis le Nord, basée sur notre vision du monde capitaliste et mondialiste », déclarent-ils.

Certains participants belges plussioient : « Nous adoptons souvent une approche descendante. Donc, nous ne considérons pas en premier lieu les besoins du terrain. Ce qui prévaut, c'est plutôt l'agenda politique et ce que nous voulons faire au lieu de faire quelque chose d'utile pour les bénéficiaires. »

Les acteurs non gouvernementaux belges reconnaissent également que l'aide belge au développement est contaminée par le complexe du sauveur blanc : « ceux qui savent sauveront ceux qui ne savent pas. Il existe une domination de la culture et de la vision du monde occidentales parce que l'Histoire du monde s'est écrite par la domination de certains peuples sur d'autres. »

Le racisme dans la recherche scientifique

Aux dires des pays partenaires, le racisme est toujours bien présent chez certains individus représentant la coopération belge au développement. Il s'exprime notamment par des déclarations stéréotypées racistes.

A cela, s'ajoutent des formes de discrimination plus subtiles et normalisées, telles que les hiérarchies organisationnelles, les différences salariales entre expatriés et locaux ainsi que les procédures d'embauche, comme l'ont noté certains participants. « Ces déséquilibres reflètent une certaine tendance coloniale. »

« Chez les universitaires, certains sont convaincus qu'il n'y a qu'une seule façon de faire de la science. Ils pensent qu'ils doivent « éduquer » les chercheurs des pays partenaires, en transférant leurs connaissances, leurs technologies et leurs méthodologies. Les universitaires des pays partenaires ont mentionné qu'il est fréquent que les universitaires étrangers imposent leurs idées tout en ignorant et en minimisant les connaissances, les capacités et les besoins locaux. Avec comme corollaire de développer une faible estime de soi et un manque d'affirmation de soi chez les bénéficiaires », note Dre Moreno Cely.

« Un autre problème est lié à la définition des thèmes de recherche. Certains universitaires belges sont intéressés à développer des recherches pouvant être publiées dans des revues scientifiques à haut facteur d'impact. Et donc pas nécessairement à résoudre des problèmes locaux qui sont dans l'intérêt des universitaires des pays partenaires. Les chercheurs belges sont au sommet de la pyramide, traitant l'information et préparant les publications scientifiques, tandis que les chercheurs locaux servent à recueillir des données. »

Changer ou arrêter

L'étude confirme la répétition constante de schémas coloniaux ancrés dans le modèle de développement mis en œuvre à travers les programmes de coopération internationale.

« Pour cette raison, de nombreuses organisations ne se sentent plus à l'aise avec le terme de coopération au développement, car il ne couvre plus ce dont il est chargé. Elles préfèrent les partenariats », précise Dre Moreno Cely.

Les participants ont émis d'autres moyens d'aider les pays partenaires dans leur lutte contre la pauvreté. « Il y a eu un appel unanime pour que les donateurs, les décideurs politiques, les pays partenaires et la société civile collaborent à la création du programme d'aide au développement. De quoi aboutir à un programme basé sur les priorités et les besoins locaux, mis en œuvre par les communautés locales afin de renforcer la propriété et la responsabilité mutuelle. »

« Nous espérons que la DGD (Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire), l'[ARES \(Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur\)](#) et le [VLIR-UOS](#) poursuivront les conversations déjà entamées avec les ONG belges. Et qu'ils les élargiront et

approfondiront ce travail avec les différents acteurs des pays partenaires, leur permettant d'être les moteurs de leur propre avenir », conclut Dre Moreno Cely.